

Grand Paris : Hidalgo tempère les ardeurs de Bartolone

Publié le 08.02.2014, 15h01 | Mise à jour : 16h05



«Ce qui doit primer, ce n'est pas la cuisine politicienne, c'est le fond. Le Grand Paris n'est pas là pour régler des problèmes de pouvoir.» La candidate PS à la mairie de Paris semble entamer un bras de fer avec le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, bien décidé à prendre d'assaut le Grand Paris.

«Ce n'est pas le moment de penser à cela», a grincé Hidalgo, dans une interview publiée ce samedi sur le site internet du «JDD». «Il ne faut pas se tromper de combat. Aujourd'hui, ce sont les municipales. C'est une question de respect envers les électeurs», a-t-elle également tancé dans les colonnes du «Monde», glissant : «Pour qu'il y ait un président de la métropole du Grand Paris de gauche, il faut d'abord que Paris soit de gauche.»

«Le Grand Paris ne peut pas se faire contre Paris»

«Croyez-moi, je vais m'intéresser au Grand Paris, quel que soit le poste [...] C'est la porte d'accès à la France dans le cadre de la mondialisation », avait expliqué la semaine dernière, sur France 5, celui qui sera du coup troisième sur la liste PS au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), lors des municipales de mars. Lui veut «un Grand Paris du concret, loin d'un monstre technocratique».

«Le Grand Paris ne peut pas se faire sans Paris ou contre Paris. Avec 30% de la future assemblée, Paris comptera bien évidemment. Si je suis élue maire, je pèserai de tout mon poids, comme je l'ai toujours fait. Je me suis beaucoup battue pour que le Grand Paris existe, auprès de députés PS parisiens ou franciliens», a de son côté expliqué Anne Hidalgo, qui tient un point presse à ce sujet ce samedi.

«Se répartir entre élus des postes essentiels dont les électeurs ne savent même pas qu'ils existent, c'est vraiment le contraire de ce qu'il faut», a pour sa part taclé dans une interview au «Monde» la n°2 du MoDem, Marielle de Sarnetz, liée par un accord électoral à la candidate UMP à la mairie de Paris, Nathalie Kosciusko-Morizet. De toute façon, la centriste juge «indispensable» que «le futur président de la Métropole soit élu au suffrage universel direct». «Le meilleur moyen pour que ses habitants se l'approprient, sera sans doute de les consulter par référendum sur sa création», a-t-elle encore estimé.